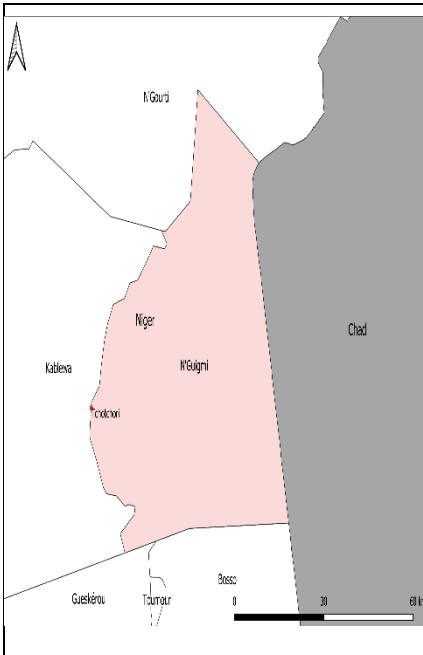


Évaluation Rapide de Protection
Région de Diffa, Département de N’guigmi, commune de N’guigmi, Site des réfugiés de Tchotchori

	Dernière mise à jour	30 Juin 2021		
	Date de l’ERP	30 Juin 2021		
	Localités affectées	Al Bahar (Tchad)		
	Populations affectées	127 ménages réfugiés (657 personnes)		
	Déclencheur de l’ERP	Alerte concernant un mouvement de population suite aux affrontements du 16 Mai entre rebelles et force républicaine Tchadienne et activités d’actes terroristes perpétrées par le GANE.		
	Méthodologie	4 focus groupes séparés (8 femmes adultes, 6 hommes adultes, 6 jeunes garçons et 5 jeunes filles) 3 entretiens avec des personnes clés (chefs de villages, leaders communautaires).		
	Résumé des problèmes de protection rapportés	Absence des pièces d’état civil chez les femmes et les enfants	Risque de violences basées sur le Genre notamment pour les femmes et les jeunes filles	Enfants non scolarisés

<p>Latitude : 14.09786 Longitude : 12.97311</p>	<p>Résumé de la situation de protection et recommandations au Cluster Protection</p>	<p>La situation sécuritaire dans le bassin du lac Tchad demeure toujours fragile avec une augmentation de l'activisme des forces armées non étatiques au niveau des trois frontières Niger, Tchad et Nigeria. A cette situation, s'ajoutent des affrontements entre les rebelles qui seraient venus de la Libye et les forces nationales tchadiennes intervenues au cours du mois de Mai 2021.</p> <p>Les 127 ménages de la localité d'Al Bahar, au Tchad se sont déplacés le 25 Juin vers le site de Tchotchori situé dans la commune de N'guigmi (région de Diffa) à environ 25 km à l'extrême sud-ouest sur la route nationale numéro 1.</p> <p>Les ménages réfugiés sont composés de 657 personnes dont 150 hommes, 170 femmes, 183 filles et 154 garçons tous issus de la communauté Arabe.</p> <p>Selon les informations collectées lors de l'entretien avec les leaders communautaires, les ménages ont effectué le déplacement dans des conditions difficile à dos d'âne et chameau, à pied et pour d'autres en véhicule.</p> <p>Recommandations principales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plaider auprès de l'UNHCR pour l'enregistrement et la délivrance des cartes de réfugiés aux ménages ; - Sensibiliser les parents sur l'importance de la scolarisation des enfants. - Sensibiliser les réfugiés sur la bonne pratique d'hygiène.
--	---	---

Thème de Protection	Commentaires	Recommandations (à lister par ordre prioritaire)
Sécurité et protection générale	<p>Abris/NFI : A leurs arrivées sur le site, les ménages ont construit des huttes avec des branches d'arbres dans lesquelles ils vivent actuellement dans la promiscuité. Ce constat, témoigne clairement de l'absence d'abris en bon état pour ces personnes dont la question de la sauvegarde de dignité et de l'intimité est remise en cause.</p> <p>Ces derniers, manquent de biens non alimentaires en particulier les articles de couchages, les habits, les articles pour le puisage et stockage de l'eau et surtout les moustiquaires pour faire face au paludisme. (Constat suite aux visites guidées sur le site).</p> <p>Accès aux vivres : Les personnes interrogées sur le site, ont rapporté que depuis leurs arrivées, ils n'ont reçu aucune assistance. Certains ménages arrivent à assurer le quotidien avec à leurs réserves de vivres et d'autres bénéficient de l'aide de la communauté arabe du village d'Oudi (situé à 5 km du site de Tchotchori) avec laquelle ils ont un lien de parenté. Certains chefs de ménages, ont déjà commencé à exprimer leur inquiétude car les réserves alimentaires qu'ils possèdent sont presque à terme et n'ont aucune opportunité de mener des activités génératrices de revenus pour subvenir aux besoins de leurs familles. D'où, l'urgence d'apporter une assistance en vivres aux familles réfugiées et éventuellement la création des AGR aux ménages afin d'assurer leur résilience. Cette assistance permettra d'éviter le risque de malnutrition chez les enfants et les femmes enceintes et allaitantes ainsi que le recours à des stratégies d'adaptation néfastes.</p>	<p>GT/ABNA : Assister rapidement les ménages réfugiés vulnérables en abris et BNA</p> <p>Cluster sécurité alimentaire : Fournir une assistance en vivres aux ménages réfugiés afin de prévenir les risques de malnutrition et le recours à des stratégies de d'adaptation néfastes.</p>

	<p>Eau Hygiène et assainissement :</p> <p>Eau : Sur le site, il n'existe aucun point d'eau. Les ménages, se ravitaillent gratuitement au niveau d'un puits cimenté situé à environ 5 km dans le village d'Oudi Arabe (plus d'une heure de marche). Cette eau, est utilisée pour la boisson et les tâches ménagères. Au cours des focus groups (FGDs), les ménages ont rapporté que l'accès est difficile du fait de la distance, du temps d'attente et du débit faible du puits. Il faut attendre en moyenne 45 mn à 1h pour remplir un bidon de 25 litres. Cette situation pourrait entraîner des conflits au niveau du point d'eau ainsi que des risques d'accident ou de VBG sur le chemin entre le site et le puits, surtout dans cette à forte insécurité.</p> <p>Hygiène : Les réfugiés ne disposent pas de savon pour se laver les mains et aucun dispositif de lavage des mains n'a été installé sur le site.</p> <p>Cette absence de matériel et d'articles d'hygiène ne permet pas aux ménages de réaliser les gestes d'hygiène minimums pour prévenir les risques de maladie et d'épidémie (ex : covid). Les jeunes enfants, les femmes enceintes et allaitantes et les personnes âgées sont le groupe le plus à risque.</p> <p>Assainissement : Il n'existe pas de latrines sur le site de Tchotchori, par conséquent, les ménages pratiquent la défécation à l'air libre à une distance moyenne 1 000 m du site (environ 15mn de marche).</p> <p>Cette situation entraine des risques de protection notamment pour les femmes et les enfants mais également des risques pour leur santé puisqu'il est fréquent que les individus restreignent la quantité d'eau et de nourriture qu'ils ingèrent pour réduire la fréquence de leurs besoins. Les hommes, les personnes handicapées et les personnes âgées sont également à risque d'être victime d'attaques en raison de l'activisme des GANES dans la zone.</p>	<p>Cluster WASH :</p> <p>Faciliter l'accès à l'eau aux réfugiés directement sur le site afin de réduire les risques de VBG, d'accidents et de conflits intercommunautaires</p> <p>Construire des latrines d'urgence équipées de stations de lavage des mains sur le site pour réduire les risques sur la santé des personnes fragiles, les attaques et les VBG</p> <p>Sensibiliser les ménages sur les bonnes pratiques de l'hygiène et distribuer des articles d'hygiène pour leur permettre de les mettre en pratique afin d'éviter les risques de maladie et d'épidémies, notamment sur les enfants, les personnes fragiles et les personnes âgées</p>
--	---	--

<p>Cohésion sociale</p>	<p>Les informations collectées lors des FGDs montrent, que les ménages réfugiés ont un lien de parenté avec la communauté hôte arabe à proximité du side de Tchotchori et dans la ville d'Oudi. Certaines personnes interrogées sur place, ont rapporté que « <i>le site appartenait à leurs ancêtres qui seraient déplacés suite aux sécheresses et autres calamités naturelles pour se retrouver en territoire Tchadien</i> ». Pour l'heure, aucun conflit tendant à remettre en cause la cohésion sociale entre les communautés réfugiées et hôtes n'a été enregistré.</p> <p>Néanmoins les attroupements des personnes au tour du puit pour le ravitaillement en eau, pourraient être une source de conflit.</p>	<p>Cluster protection :</p> <p>Mettre en œuvre des actions visant à renforcer la cohésion sociale et renforcer les mécanismes de prévention et gestion des conflits existants afin de prévenir tout risque de conflit.</p>
<p>Protection de l'enfance</p>	<p>Aucun cas d'enfant séparé ou non accompagné n'a été signalé lors des entretiens avec les informateurs clés (leaders communautaires). Néanmoins, 7 orphelins dont 4 filles et 3 Garçons ont été rapportés lors du FGD avec les hommes. Aussi, d'après les informations reçues lors du même FGD, la quasi-totalité des enfants dont l'âge varie entre 0 à 15 ans ne possède pas des pièces d'état civil. Cette situation, se justifie d'abord par l'absence des services fournissant ces pièces dans les villages d'origine des réfugiés. L'absence des pièces pourrait entraîner des risques d'apatridie pour ces enfants réfugiés.</p> <p>L'insuffisance alimentaire rapporté par les parents pourrait exposer les enfants au risque de malnutrition et surtout à la pratique des travaux pénibles (travaux domestiques contre l'argent ou la nourriture pour aider les parents à subvenir aux besoins des familles.</p> <p>Sur le plan éducatif, il a été rapporté que les 100 enfants réfugiés (48 filles et 52 garçons) sont non scolarisés au sein du cursus classique, en revanche ils fréquentent l'école coranique. Les parents des enfants interviewés ont affirmé leurs choix pour l'école coranique plutôt que l'école classique.</p> <p>Notons aussi, que les enfants pourraient être victimes de VBG lors de leur déplacement. Dans le même sens, le manque d'activités génératrices des revenus pourrait aussi exposer les personnes réfugiées en particulier les femmes à des risques dont entre autres la pratique du sexe de survie pour subvenir à leurs besoins quotidiens.</p>	<p>Sous-groupe de protection de l'enfance :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conduire des séances de sensibilisation sur les thématiques de la protection de l'enfance - Sensibiliser les réfugiés sur l'importance de la scolarisation des enfants. - Sensibiliser les populations sur l'importance de la documentation civile. <p>Cluster Protection</p> <p>Appuyer les réfugiés en AGR pour prévenir les risques liés à l'absence de ressources.</p>

Violences basées sur le genre	<p>Selon les informations reçues lors des focus groups avec les personnes déplacées aucun cas de VBG n'a été signalé dans le village de provenance et au cours de leur trajet. Néanmoins, il existe des risques liés aux VBG notamment pour les femmes et jeunes filles qui, par absence de latrines, parcourent une longue distance pour les besoins naturels.</p>	<p>Cluster Protection Conduire des sensibilisations sur les VBG sur le site. Faire la cartographie des services disponibles dans la zone et en informer les réfugiés</p>
Personnes à besoins spécifiques	<p>Lors du focus group et des entretiens individuels avec la communauté, il a été rapporté plusieurs cas des personnes à besoins spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 6 familles monoparentales sans soutien ; - 8 personnes âgées sans soutien ; - 7 enfants orphelins. 	<p>Cluster Protection Continuer le monitoring de protection pour identifier les éventuels cas et assurer leur assistance individuelle.</p>
Accès aux services de base	<p>Santé : Sur le site de Tchotchori, il n'existe aucun centre de santé. Le CSI fréquenté par les déplacés se trouve à environ 15 km (kablewa). Ces derniers, ont affirmé que les soins sont gratuits pour les enfants de 0 à 5 ans. Quant aux adultes, ils payent le frais de consultation dont le montant s'élève à 1000 FCFA. Selon les usagers, l'accès dans ce centre est difficile du fait du nombre important des personnes fréquentant la structure et la durée d'attente d'une consultation qui est de 1h en moyenne. Il faut noter que le CSI de kablewa bénéficie de l'appui du partenaire ACF dans la prise en charge des personnes malades et enfants malnutris.</p> <p>Education : Il n'existe aucune école sur le site. L'école la plus proche se trouve à environ 5 km dans le village d'Oudi. Cette école n'est fonctionnelle pour cause de l'insécurité, elle est fermée il y a environ un an. D'où l'impérieuse urgence de faciliter l'accès à l'école aux enfants à la rentrée prochaine 2021-2022.</p>	<p>Cluster Santé : Faciliter l'accès aux soins des populations sur le site</p> <p>Cluster éducation :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Sensibiliser les parents sur l'importance de la scolarisation des enfants et faciliter leurs inscriptions dans les écoles existantes ; -Faciliter l'accès à l'éducation aux enfants réfugiés du site à travers la mise en place une école d'urgence sur le site ou le transport des enfants à l'école d'Oudi

	<p>Accès à la documentation civile : La totalité des femmes et des enfants de moins de 15 ans (100%) ne dispose pas des pièces d'état civil. Cet état de fait, s'explique par le fait que dans la localité de provenance, il n'existe pas de service de ces pièces et aussi parce que ces deux groupes ne voyagent pas vers les centres urbains où ces documents sont exigés et le défaut peut entraîner le paiement d'amende au niveau de poste de control policier. L'absence de ces pièces d'état civil, pourrait avoir des conséquences telles que l'incapacité d'accès au travail, l'incapacité d'accomplir son devoir civique mais surtout des difficultés à se déplacer librement.</p>	<p>UNHCR/BIMS: Enregistrer les réfugiés et leurs fournir des cartes.</p>
--	--	---